

DIAL 3286

ÉQUATEUR - Nouvelle carte politique

Luis Ángel Saavedra

jeudi 19 juin 2014, mis en ligne par [Dial](#)

Dans cet article paru sur le site de [Noticias Aliadas](#) le 30 avril 2014, Luis Ángel Saavedra propose une analyse du revers électoral subi le 23 février 2014 par le mouvement Alianza País et le président actuel, Rafael Correa, en mettant l'accent sur les conséquences que la modification des rapports de force politiques pourraient avoir sur la politique extractive du gouvernement.

Face à l'échec électoral de l'officialisme, Correa cherche à contrôler les territoires et les gouvernements locaux.

Durant ses sept années de gouvernement, le président Rafael Correa s'est avéré imbattable sur le plan électoral car il a gagné toutes les élections avec une marge qu'il semblait impossible d'inverser dans les années suivantes. C'est le cas particulièrement des résultats des comices du 17 février 2013 qui lui valurent sa réélection comme président au premier tour et la composition d'une Assemblée nationale avec presque 90% en sa faveur, ce qui lui a permis de présenter les lois qu'il a souhaité promulguer et de bloquer toute proposition de loi émanant de l'opposition.

Cependant, le 23 février dernier, Correa a connu le premier revers électoral qui a révélé ses faiblesses et les tensions à l'intérieur de son mouvement Alianza País et qui, surtout, a donné l'impression qu'il n'est plus invincible.

Ce jour-là ont été élus les préfets qui doivent gouverner les 24 provinces, les maires municipaux et paroissiaux et, bien qu'Alianza País reste la principale force politique et ait remporté la majorité des mairies et des préfectures, le fait d'avoir perdu le contrôle des principales villes et différentes provinces qu'elle gouvernait, a créé un sentiment de victoire chez les forces d'opposition au régime, en particulier au sein de la droite équatorienne qui s'est assuré le contrôle de Quito et a gardé le pouvoir à Guayaquil.

Bien que la défaite d'Alianza País ait été provoqué par plusieurs facteurs locaux, le commun dénominateur a été l'ingérence excessive du président dans la campagne, ce qui n'a pas permis aux candidats locaux de consolider leur image d'autorité.

« Dans l'Azuay nous n'aimons pas qu'on parle pour nous » a affirmé à plusieurs reprises le préfet réélu Paúl Carrasco durant la campagne électorale, à laquelle il a participé en tant que représentant d'une coalition de gauche qui comprenait le mouvement indien. Carrasco soulignait ainsi que les candidats officialistes n'avaient pas de voix propre mais laissaient le gouvernement parler pour eux, ce qui en définitive s'est révélé contreproductif dans la campagne électorale de cette province du sud, qui s'efforce de se développer de manière autonome. L'officialisme a perdu également la mairie de Cuenca, la capitale de l'Azuay.

Dans le cas de Quito, le vote contre Correa était plus évident bien que le président se soit obstiné à ne pas le reconnaître, à tel point qu'il en est même venu à demander de voter nul, prétextant la mauvaise image du maire actuel, l'officialiste Augusto Barrera qui postulait à sa réélection : « En dernier recours, s'ils ne

réussissent pas à obtenir ces voix et qu'il y a un vote anti-Barrera, que ce soit au moins un vote nul, et non des voix données à l'ennemi » a déclaré Correa quelques jours avant les élections. Effectivement, la majorité des voix sont allées à Mauricio Rodas, du mouvement Suma, qui représente une droite équatorienne rénovée.

Un scénario similaire s'est joué dans d'autres capitales provinciales et dans quelques villes d'une importance politique et économique vitale pour le pays, comme Ibarra, Ambato, Riobamba, Manta, Lago Agrio, Puyo, Zamora, entre autres.

Dévier le débat

Pour éviter le débat sur si Correa a perdu ou non ces élections, des porte-paroles du Parti socialiste, allié du gouvernement, ont présenté une proposition visant à autoriser la réélection présidentielle, ce qui a eu pour effet de faire dévier le débat sur l'opportunité ou non d'un quatrième gouvernement consécutif de Correa. Actuellement la réélection est limitée à seulement deux mandats consécutifs de quatre ans, en dépit du fait que Correa a réussi à obtenir un troisième mandat après l'approbation de la Constitution en 2008 — malgré la prédominance des voix en désaccord avec cette proposition, y compris celle d'Augusto Barrera.

La proposition de réélection de Correa lors des comices de 2017 et la défaite dans les principales villes du pays ont révélé le manque d'autres leaders au sein d'Alianza País et, par conséquent, la nécessité de maintenir l'image présidentielle comme la seule en capacité de réunir les voix nécessaires au soutien du projet politique de cette coalition. Cela a mis en évidence aussi l'incapacité d'analyser les causes de ce revers électoral qui ont conduit à l'échec le plan gouvernemental de contrôler les gouvernements de secteurs, tout spécialement dans les zones où se mettent en place des politiques extractives, comme les provinces amazoniennes d'Orellana et Sucumbíos, zone d'extraction pétrolière, et Azuay, Loja, Zamora et Morona Santiago, dans le sud, envisagées pour l'industrie minière à grande échelle.

« La proposition de réélection n'est qu'un ballon d'essai pour distraire l'analyse de ce qui s'est passé le 23 février » a déclaré à Noticias Aliadas l'analyste politique Jorge León. « Pour cette raison, comme la manœuvre de diversion n'a pas fonctionné du fait du grand nombre de voix contre, il a fallu reprendre l'analyse des élections de secteurs et chercher un moyen de contrôler les gouvernements de secteurs même s'ils ont été perdus lors des élections. »

D'une part, l'analyse a porté sur les erreurs de la direction d'Alianza País qui n'a pas laissé se constituer d'alliances avec les mouvements locaux qui sont sortis vainqueurs, en particulier avec le Mouvement Avanza, conduit par Ramiro González, ministre de l'industrie du régime actuel, et qui a remporté 42 mairies et 2 préfectures, devenant ainsi la seconde force politique du pays. Il a fallu renouveler les dirigeants d'Alianza País, ce qui a fait endosser l'échec au directoire sortant de ce mouvement et a permis de protéger l'image de Correa, le préservant dans la perspective des élections de 2017.

D'autre part, disposant de la majorité législative, une loi est à l'étude, proposée par le Secrétariat national de planification et développement, qui vise à contrôler le territoire et à planifier son développement à partir du gouvernement central, en diminuant les compétences des gouvernements de secteurs ce qui, dans une certaine mesure, réduirait les effets politiques du revers électoral subi. « La loi qui est à l'étude est inconstitutionnelle et une réponse à la perte des principales mairies du pays » affirme Paco Moncayo, ancien maire de Quito.

Menaces et dialogues

Le projet de Loi d'ordonnancement territorial et d'usage du sol, qui prétend que ce soit le pouvoir exécutif qui définisse ces thèmes qui, historiquement, sont de la compétence des municipalités, est considéré comme une menace pour les municipalités et les préfectures qui sont aux mains de l'opposition ; pour cette raison leurs représentants ont dû accepter une série de rapprochements que le gouvernement a entrepris auprès des nouvelles autorités locales, rapprochements lancés par un déjeuner au palais du

gouvernement, le 6 mars dernier, puis par des entretiens menés par Viviana Bonilla, nouvellement nommée au Secrétariat national de la gestion de la politique, après sa défaite aux élections à la mairie de Guayaquil face à Jaime Nebot, chrétien social, qui entame son quatrième mandat à la tête du principal port de l'Équateur.

Les entretiens menés par Bonilla donnent la priorité au dialogue avec les autorités des zones où sont conduits des programmes d'extraction minière ou pétrolière, sans remettre en question l'extraction elle-même, mais plutôt les formes d'investissement local que peuvent générer les ressources de l'industrie extractive.

Parmi les objectifs de Bonilla se trouvent Guadalupe Llori, préfète d'Orellana, réélue par le Mouvement plurinational pachakutik, et Guido Vargas, préfet élu de Sucumbíos par Société patriotique. Les alliances avec ces deux préfectures sont vitales car ce sont les provinces productrices de pétrole et qui ont les plus grandes réserves attestées, y compris le Bloc ITT dans le Parc national Yasuní.

Font également parties des objectifs de Bonilla les provinces du sud du pays, tout particulièrement Zamora, Morona Santiago, Loja et Azuay, qui constitueront le dénommé « district minier » et sont donc vitales également pour un gouvernement qui base sa politique sur l'extraction des ressources naturelles.

La tâche de Bonilla n'est pas aisée car les victoires locales, obtenues en dépit de l'avalanche publicitaire du gouvernement et l'usage de ressources gouvernementales, ont renforcé l'image des autorités élues et leur a donné un espace politique suffisant pour qu'elles puissent exiger des compensations pour l'exploitation des ressources naturelles — bien qu'on sache pas encore si elles prendront parti pour les groupes écologistes qui les ont appuyées dans l'espoir qu'elles s'opposeraient à l'expansion minière à grande échelle dans le sud du pays et, surtout, à l'exploitation pétrolière dans le parc de Yasuní, dans la province d'Orellana.

- **Dial - Diffusion de l'information sur l'Amérique latine - D 3286.**

- Traduction de Françoise Couëdel pour Dial.

- Source (espagnol) : [Noticias Aliadas](#), 30 avril 2014.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la traductrice, la source française (Dial - www.dial-infos.org) et l'adresse internet de l'article.